

[Texte]

To try to provide the funds in the most efficient and effective way too, the department has, within the authorities given to it by Parliament, devised a spectrum of different ways the money can be derived. In particular, for those First Nations that are very well advanced, they can get funds under this "alternative funding arrangement" format, as we call it, which provides them with a great deal of flexibility to use the funds to suit their needs, and allows them to have a five-year horizon for funding. For those First Nations that are less advanced, they do get funding on a program-by-program and annual basis. If you're more advanced, your reporting is less and you have more flexibility. If you are less advanced, your reporting is more frequent, you get funding acknowledgement really year by year, and you can't alter the program terms and conditions.

It's specifically by developing a spectrum that addresses each First Nation's needs that the government is in a position to account for how the funds are spent. We do know what happens to the dollars. In fact, only 3.4% of the funds appropriated by Parliament are used for administration or overhead by the department; far better, I would argue, than virtually any private-sector company. We take pride in making sure Indian funds are used for Indian people; not wasted, not lapsed, but reallocated and redirected where they can best be used.

When we go ahead and establish a tribal council, this is not something you do on the spur of the moment. What happens is the tribal council goes out and hires competent people—senior people to advise five to ten First Nations, very often, on a myriad of activities.

So the policy was known that should a particular First Nation decide to opt out...and everybody is free to go as far, as quick, or as slow as they want. But if someone decides to opt out and the particular tribal council has already gone ahead and hired its staff, it would not be appropriate or fair to that tribal council simply to ask them in a moment to dismiss or fire its people.

But that does not mean the particular First Nation that decided, quite appropriately, not to participate is in any way underfunded—not at all. Most of the funds that go to the tribal council are of two sorts. One is, as I indicated...they comprise advisers; advisers that provide advice to all the First Nations.

A second kind of funding is particular projects or initiatives the tribal council itself undertakes. In this case, for instance, the key activity of the Meadow Lake Tribal Council has to do with the running of a school. So most of their funding goes to that. In addition, they do get funding for other items. They are basically project-specific activities. Very little of it—very little of it—is dependent specifically on the number of First Nations, precisely, or the number of First Nation members.

As a result, while there has been a reduction in the funding provided to the Meadow Lake Tribal Council, in the order of \$114,000, this has been more than compensated for by increased funding to the actual First Nation, the Joseph Bighead First

[Traduction]

En vue d'allouer les fonds de la façon la plus efficace et rentable, le ministère, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par le gouvernement, a conçu un éventail de méthodes d'affectation des fonds. Notamment, les Premières nations qui sont déjà très bien organisées peuvent obtenir des fonds en vertu de ce que nous appelons les «modes optionnels de financement», lesquels leur donnent beaucoup de latitude pour utiliser les fonds selon leurs besoins et leur permettent de planifier le financement sur une période de cinq ans. Quant aux Premières nations qui sont moins organisées, elles reçoivent des fonds chaque année et par programme. Plus on est organisé, moins il y a de rapports à faire et plus on a de marge de manoeuvre. Lorsqu'on est moins organisé, il faut faire des rapports à intervalles plus fréquents, il faut obtenir une approbation de financement tous les ans et il est impossible de modifier les modalités des programmes.

C'est justement parce qu'il a mis au point un système qui permet de répondre aux besoins de toutes les Premières nations que le gouvernement est en mesure de rendre compte de la façon dont les fonds sont dépensés. Nous savons ce que deviennent les fonds alloués. En fait, seulement 3,4 p. 100 des fonds affectés par le Parlement servent à l'administration ou aux frais généraux du ministère; ce qui est un bien meilleur résultat, selon moi, que ceux des sociétés privées. Nous sommes fiers de veiller à ce que le financement réservé aux Indiens servent aux Indiens; ces fonds ne sont pas gaspillés, ils ne sont pas reportés, mais ils sont réaffectés en fonction des besoins.

Lorsque nous décidons de créer un conseil tribal, cela ne se fait pas du jour au lendemain. En fait, le conseil tribal recrute des personnes compétentes: des experts-conseils chevronnés qui offrent leurs services à cinq à 10 Premières nations, la plupart du temps, dans une foule d'activités.

La politique était donc très claire: si une Première nation donnée décidait de se retirer... Et chacune est libre de progresser au rythme qui lui convient. Mais si quelqu'un décide de se retirer et que le conseil tribal en question a déjà décidé de recruter du personnel, il serait injuste ou déplacé de lui demander simplement de licencier ses employés du jour au lendemain.

N'allez pas en déduire que la Première nation qui décide, avec raison, de ne pas participer aux programmes est privée de son financement. Ce n'est absolument pas le cas. La plupart des fonds alloués aux conseils tribaux tombent dans deux catégories. D'une part, je l'ai déjà dit... Cela inclut le traitement des conseillers; des conseillers qui offrent leurs services à toutes les Premières nations.

Deuxièmement, il est possible de financer les initiatives ou projets précis entrepris par le conseil tribal proprement dit. Dans ce cas, par exemple, l'activité principale du Conseil tribal de Meadow Lake est liée à la gestion d'une école. C'est à cela que sert la plupart des fonds qui lui sont attribués. En outre, le conseil reçoit du financement pour d'autres activités, qui sont fondamentalement axées sur des projets précis. Une très faible proportion de ces fonds—et j'insiste sur le très faible—dépend directement du nombre de Premières nations faisant partie du conseil tribal ou du nombre de membres d'une Première nation.

En conséquence, même si les fonds alloués au Conseil tribal de Meadow Lake ont diminué, d'environ 114 000\$, cette réduction a été plus que compensée par une augmentation des fonds alloués à la Première nation proprement dite, soit la